



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Service d'information  
du Gouvernement**

**TRAITEMENTS DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL PAR LE TITULAIRE  
EN QUALITE DE SOUS-TRAITANT RGPD**

**Annexe 2 au cahier des clauses administratives particulières (CCAP)**

**Outils et études de social et search listening**

**MESURE D'IMPACT EN TEMPS REEL DES CONTENUS PUBLICS**

**ACCESSIBLES EN LIGNE**

Consultation n° **SL\_SIG\_AOO\_2025\_03**

Conformément à l'article 11.7 du CCAP, la présente annexe définit les droits et obligations des parties dans le cadre des traitements de données à caractère personnel résultant de l'exécution des Prestations objets de l'accord cadre, en particulier en ce qui concerne le traitement des données à caractère personnel de la Solution, lorsque le Titulaire agit en qualité de Sous-traitant RGPD.

Dans ce cadre, au sens de l'article 4 du RGPD :

- le Titulaire a la qualité de Sous-traitant RGPD de chaque Bénéficiaire ;
- chaque Bénéficiaire pour le compte de laquelle une Entité acheteuse a émis un bon de commande a la qualité de responsable du traitement.

Les obligations décrites dans la présente annexe s'appliquent à tout traitement de données à caractère personnel mis en œuvre dans le cadre de l'accord cadre par le Titulaire en qualité de Sous-traitant RGPD, agissant pour le compte de toute Bénéficiaire.

## **Article 1 – Description du traitement des données à caractère personnel**

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de chaque responsable du traitement et pour la durée du bon de commande correspondant à chaque Prestation les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les Prestations qui y sont prévues.

Ce descriptif mentionne au moins les informations suivantes :

- la nature des opérations réalisées sur les données ;
- la ou les finalité(s) du traitement ;
- les données à caractère personnel traitées ;
- les catégories de personnes concernées.

Pour l'exécution du service objet de chaque bon de commande, chaque responsable du traitement met à la disposition du Titulaire ses instructions spécifiques écrites pour la réalisation du traitement, directement ou, à défaut, par l'intermédiaire de l'Entité Acheteuse lui faisant bénéficier des Prestations ou du Pouvoir Adjudicateur.

## **Article 2 – Engagements du Titulaire**

Le Titulaire s'engage à :

- 1) Traiter les données à caractère personnel pour les seules finalités mentionnées dans les descriptifs des traitements de données joints aux bons de commande et dans les instructions spécifiques écrites supplémentaires éventuelles ;
- 2) Traiter les données conformément aux instructions documentées de chaque responsable du traitement, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel le Titulaire est soumis; dans ce cas, le Titulaire informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public. Si le Titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du droit de l'Union ou du droit des États membres relatifs à la protection des données à caractère personnel, il en informe immédiatement le responsable du traitement ;

- 3) Garantir que l'intégralité des données à caractère personnel qu'il traite dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre en qualité de Sous-traitant RGPD sont traitées et plus généralement rendues accessibles exclusivement au sein (i) de l'Espace économique européen, (ii) ou d'un Etat tiers bénéficiant d'une décision d'adéquation au sens de l'article 45 du RGPD, (iii) ou, à défaut, que les transferts résultant de la réalisation des Prestations sont encadrés par des garanties appropriées ou des règles d'entreprise contraignantes au sens des articles 46 et 47 du RGPD, le cas échéant complétées par des mesures supplémentaires visant à garantir qu'il ne pourra pas y être fait échec dans l'Etat tiers de destination, dans le strict respect des lignes directrices la CNIL. La garantie du Titulaire sur ce point couvre non seulement l'hébergement des données, mais également toutes les opérations de traitement réalisées par le Titulaire ou par les Sous-traitants RGPD ultérieurs auxquels pourraient le cas échéant être confiées certaines opérations de traitement (telles que notamment maintenance, assistance, etc.). Les engagements du Titulaire lui permettant de donner cette garantie sont précisés dans sa proposition technique et l'engagent envers le responsable du traitement tout au long de l'accord cadre. Ces engagements ne peuvent être modifiés qu'après accord écrit et préalable du Pouvoir Adjudicateur ;
- 4) Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre de l'accord cadre ;
- 5) Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu de l'accord cadre :
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
  - n'aient accès aux données que dans la mesure strictement nécessaire à l'exécution, à la gestion et au suivi des Prestations ;
- 6) Prendre en compte dès la conception de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données et de protection des données par défaut.

### **Article 3 – Sous-traitance**

Sous réserve des stipulations de l'accord cadre et de l'article 2 ci-dessus, le Titulaire peut faire appel à un Sous-traitant RGPD ultérieur au sens du 4. de l'article 28 du RGPD pour mener des activités de traitement spécifiques, sous réserve d'obtenir l'autorisation écrite spécifique préalable du responsable du traitement. Cette autorisation est présumée accordée pour tout Sous-traitant RGPD visé dans les pièces constitutives de l'accord cadre. Il informe préalablement et par écrit le responsable du traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de tout ou partie des Sous-traitants RGPD ultérieurs. Cette information doit indiquer clairement au moins les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Sous-traitant RGPD ultérieur, le ou les lieux dans lesquels il envisage de traiter les données et les dates du contrat de sous-traitance conclu avec lui. Le responsable du traitement dispose d'un délai maximum de 2 mois calendaires, renouvelable 2 fois, à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le responsable du traitement n'a pas émis d'objection pendant ce délai.

Le Sous-traitant RGPD ultérieur ne peut agir que selon les instructions du responsable du traitement données au Titulaire. Il appartient au Titulaire de s'assurer et d'apporter au responsable du traitement la preuve que le Sous-traitant RGPD ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que les traitements répondent aux exigences du RGPD. Lorsque le Titulaire recrute un Sous-traitant RGPD ultérieur pour mener des activités de traitement spécifiques pour le compte d'un responsable du traitement, il le fait au moyen d'un contrat qui impose au Sous-traitant RGPD ultérieur, en substance, les mêmes obligations en matière de protection des données que celles imposées au Titulaire en vertu de l'accord cadre et en particulier de la présente annexe. Le Titulaire communique une copie de ce contrat au Pouvoir Adjudicateur, à première demande, après avoir, le cas échéant, expurgé les clauses portant atteinte au secret des affaires. Le Titulaire veille à ce que tout Sous-traitant RGPD ultérieur qu'il recrute respecte les obligations auxquelles il est lui-même soumis en vertu de la présente annexe, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés. Si le Sous-traitant RGPD ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable de l'exécution par le ou les Sous-traitant(s) RGPD ultérieur(s) de ses obligations.

#### **Article 4 – Droits des personnes concernées**

Il appartient au responsable du traitement de fournir l'information et de collecter le consentement si nécessaire des personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données ou dans les conditions prévues par les lois et règlements applicables, avec l'assistance du Titulaire lorsque la collecte des données à caractère personnel s'effectue dans un environnement dont le Titulaire a la maîtrise technique.

Le Titulaire aide le responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées (droit d'accès, de rectification, d'effacement, etc). Il transmet sans délai au responsable du traitement concerné toute demande d'exercice de droits des personnes concernées, mais ne donne pas suite lui-même à ces demandes.

#### **Article 5 – Notification des violations de données à caractère personnel**

Le Titulaire notifie au responsable du traitement concerné toute violation de données à caractère personnel sans délai après en avoir pris connaissance, par tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de la notification. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au responsable du traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente et au moins les informations suivantes :

- Une description de la nature de la violation constatée (y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données à caractère personnel concernés) ;
- Les coordonnées d'un point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues au sujet de la violation de données à caractère personnel ;
- Les conséquences probables et les mesures prises ou les mesures qu'il est proposé de prendre pour remédier à la violation, y compris pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

À la suite de la notification, le Titulaire :

- continue de procéder aux investigations permettant de fournir au responsable du traitement, par écrit, au fur et à mesure de leur réalisation, toute information utile permettant au responsable de respecter ses propres obligations ;
- met en place à ses frais les mesures correctrices nécessaires pour empêcher qu'une telle violation puisse perdurer et/ou se reproduire.

Sauf accord écrit contraire du responsable du traitement, le Titulaire ne notifie pas lui-même une telle violation à l'autorité de contrôle compétente ni n'informe les personnes concernées.

#### **Article 6 – Assistance par le Titulaire dans le cadre du respect par le responsable du traitement de ses obligations**

Le Titulaire aide le responsable du traitement, le cas échéant, à garantir le respect des obligations suivantes, compte tenu des informations dont dispose le Titulaire, en lui apportant toute son assistance :

- pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **Article 7 – Obligation de garantir la sécurité des données traitées**

Le Titulaire doit prendre toute mesure pour garantir un niveau de sécurité adapté aux risques, conformément à ses engagements résultant de sa proposition technique et aux critères fixés dans le CCTP correspondant à ses Prestations, afin de garantir la protection des données contre la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel ou l'accès non autorisé à de telles données.

#### **Article 8 – Sort des données**

Au terme de l'exécution de chaque bon de commande, le Titulaire s'engage à interroger l'Acheteur et lui demander quelles sont les instructions du responsable du traitement s'agissant du sort des données et à les respecter, au choix de ce dernier, soit en :

- restituant l'ensemble des données au responsable du traitement ;
- supprimant toutes les données ;
- conservant les données pendant la durée définie par le responsable du traitement, aux fins de débouclage des Prestations ; il est précisé que, dans ce cas, le Titulaire reste le Sous-traitant RGPD du responsable du traitement pendant toute la durée pendant laquelle il conserve les données et reste donc tenu à toutes les obligations résultant de la présente annexe qui survivront pour les besoins de cette conservation.

Après avoir, selon le choix du responsable du traitement, restitué, supprimé ou conservé pendant la durée définie par ce dernier, les données, le Titulaire s'engage à :

- s'assurer d'avoir détruit toutes les copies existantes des données, sauf obligation légale de les conserver ;
- adresser une attestation écrite au responsable du traitement par laquelle il certifie la bonne destruction de l'ensemble des données, y compris les copies, et ce, quel qu'en soit le support.

## **Article 9 – Délégué à la protection des données**

Le Titulaire communique au responsable du traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du RGPD. À défaut, il lui communique le nom et les coordonnées d'un membre de son personnel en charge des questions liées à la protection des données à caractère personnel.

## **Article 10 – Registre des catégories d'activités de traitement**

Le Titulaire doit tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de chacun des responsables du traitement, conformément à l'article 30.2 du RGPD, et le mettre à disposition de chaque responsable du traitement, à première demande.

## **Article 11 – Documentation**

Le Titulaire met à la disposition de chaque responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations en vertu de la présente annexe, du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés, et permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.